



Royaume des Pays-Bas

# MASOLO

Nr 54 / Septembre 2017



## BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



## Présentation de S.E.M Robert Schuddeboom

C'est un grand honneur d'être nommé comme Ambassadeur en République Démocratique du Congo et en République du Congo Brazzaville. Mon épouse et moi sommes arrivés à la mi-août et la première expérience personnelle fût très favorable. Les Pays-Bas ont de grands intérêts pour les deux Congo, sur les questions sociales, l'état de droit, mais aussi sur les grandes questions régionales et globales comme l'environnement, la biodiversité ou la stabilité. Et bien sûr, nous sommes très intéressés à maintenir et développer des relations économiques et commerciales ; ce sont les entreprises qui jouent souvent un rôle-clé dans le développement d'un pays. Le contexte dans les deux Congo n'est pas toujours facile, mais le potentiel est énorme. Une chose qui est toujours un facteur décisif pour moi est l'esprit entrepreneurial des gens. Alors, cet esprit est certainement ici.

Je suis diplomate depuis 1984. Bien sûr, j'ai rempli plusieurs postes à la Haye y inclus celui d'Ambassadeur de la diplomatie économique. Après l'Irak, la Norvège, Israël et la Russie, j'ai obtenu mon premier poste comme Ambassadeur en Lettonie, suivi par deux postes comme Consul Général à Hong-Kong et en Turquie. J'ai deux fils qui ont 21 et 19 ans, l'un étudie le film digital et l'autre, l'hôtellerie. Ils ont la ferme intention nous visiter souvent, ici au Congo, et également notre chien Randy (qui m'accompagne partout). Mon épouse et moi attendons impatiemment de mieux connaître ces deux pays fascinants et ce continent que nous ne connaissons pas encore. Sur le plan professionnel, je suis vraiment engagé pour améliorer nos relations économiques et commerciales et je serais toujours disponible pour promouvoir vos intérêts.

### Actualités néerlandaises

- PAGE 2**
- « DRIVE » : Plusieurs changements dans le programme néerlandais
  - Scandale des œufs: 45 pays déjà touchés par Fipronil
  - Les projets de panneaux solaires reçoivent la plupart des subventions gouvernementales en 2017
  - L'Allemagne est prête à donner aux Pays-Bas l'accès aux Panama Papers

### Actualités en RDC

- PAGE 3**
- 750 millions de dollars de recettes minières détournés en trois ans
  - 16 assureurs intéressés par un marché bientôt libéralisé
  - La sous-alimentation infantile fait perdre plus d'un milliard d'USD par an à l'économie du pays
  - Réinstauration de la TVA dans les mines
  - Le FMI classe les pays africains en fonction du poids du secteur informel
  - FINCA reprend les épargnants d'I-Finance dans son réseau
  - Temps difficiles pour la RDC

### Congo-Brazzaville

- PAGE 4**
- Un nouveau gouvernement pour affronter les grands défis économiques
  - 53 milliards pour la production de la noix de cajou
  - Déçu par le pétrole, le gouvernement joue la carte du tourisme
  - Le Congo devrait connaître sa seconde année consécutive de récession en 2017
  - Les négociations avec le FMI démarrent en septembre

### PAGE 5 Post Scriptum

- Lancement officiel de Global Compact en RDC
- Informations Pratiques & Contact



### Des projets de panneaux solaires reçoivent la plupart des subventions gouvernementales en 2017



Un record de 4,530 projets ont reçu des subventions gouvernementales pendant les six premiers mois de cette année, dans le cadre d'un projet gouvernemental pour stimuler la production énergétique durable, a annoncé la Ministère des Affaires Etrangères. Cela représente le double du nombre de candidatures retenues pendant la deuxième moitié de l'année passée et quatre fois le nombre du printemps 2016. Sur un total de 5,8 milliards d'euros alloué à la production électrique durable, 2,8 milliards d'euros a été alloué aux projets des panneaux solaires, a précisé le Ministère.

Cette allocation est suffisante pour construire plusieurs milliers d'hectares de champs solaires sur les toits et dans les champs. Au total, ces candidatures représentent plus de 7 milliards d'euros en subvention octroyées. Un autre soutien sera prévu pour les moulins à vent terrestres, la biomasse, les projets géothermiques et d'autres sources solaires. C'est la première fois que les projets concernant des panneaux solaires soient en tête de la liste, a noté la Ministre. L'objectif du régime des subventions est d'aider les Pays-Bas à atteindre les objectifs de l'énergie verte pour 2020. (Source: Dutchnews.nl. Photo: EnergyLiveNews.com)

### L'Allemagne est prête à donner aux Pays-Bas l'accès aux Panama Papers



Les autorités allemandes sont en principe prête à partager des informations pertinentes sur les Panama Papers avec les Pays-Bas, a dit le Ministre Junior des Finances, Eric Wiebes, au parlement. Selon les médias allemands, le bureau fédéral de la criminalité allemande, BKA, a payé jusqu'à 5 millions d'euros pour les dossiers du cabinet juridique panaméen Mossack Fonseca, qui révèle les stratégies de l'évasion fiscale utilisées par des milliers d'entreprises, politiciens, stars du sport et entrepreneurs. Wiebes a expliqué en réponse des questions des députés, que « des entretiens auraient lieu au niveau officiel avec le BKA ».

Le BKA a déjà annoncé qu'il est prêt à partager des données importantes avec les Pays-Bas. « Actuellement, on examine si, comment et sous quelles conditions, les documents peuvent être partagés, » a dit le Ministre Junior. Néanmoins, le parlement devra attendre jusqu'en novembre pour plus d'information, quand le bureau fiscal publie son rapport semestriel, contenant un résumé de l'enquête néerlandaise des Panama Papers, a-t-il précisé. (Source : Dutchnews.nl. Photo : ThePanamaNews.com)

### « DRIVE » : Plusieurs changements dans le programme néerlandais



L'objectif global de « DRIVE », une infrastructure pour le développement, est de contribuer à une croissance inclusive et durable dans des pays en voie de développement. DRIVE soutient des investissements d'expansion ou d'amélioration qualitative de l'infrastructure publique, ce qui améliore le développement du secteur privé en promouvant l'entrepreneuriat, la productivité, les opportunités d'emploi et en augmentant les salaires. Les premières expériences de terrain de DRIVE et des consultations avec plusieurs ambassades, entreprises et des autres parties prenantes néerlandaises sur l'instrument de DRIVE, a donné lieu à quelques changements des règles politiques de DRIVE, pour améliorer son fonctionnement.

Les règles politiques actuelles resteront en vigueur. Les composantes suivantes seront ajoutées aux règles actuelles et seront publiées dans la Gazette du Gouvernement le 12 septembre : la possibilité de sécuriser un financement pour un projet au lieu d'une entreprise ; l'Agence des Entreprises néerlandaises (RVO) une attention plus particulière sur les projets qui ont un lien avec les politiques prioritaires néerlandaises d'aide et de commerce dans un pays ; quelques changements techniques sur le pourcentage de subvention et les coûts de supervision. (Source photo: ondernemeninontwikkelingslanden.nl)

### Scandale des œufs: 45 pays déjà touchés par Fipronil



Jusqu'à présent, 26 des 28 Etats membres de l'Union Européenne ont annoncé qu'ils ont trouvé l'insecticide Fipronil dans leurs œufs ou leurs produits à base d'œufs. En plus de cela, on retrouve les mêmes cas dans 19 pays hors de l'Union européenne. Les œufs contaminés ont été retrouvés, entre autres, aux Etats-Unis, en Russie, en Afrique du Sud, aux Antilles néerlandaises, en Turquie, en Irak, en Norvège, en Israël et au Canada. Aux Pays-Bas, 144 exploitations avicoles sont toujours fermées en raison du scandale. Il y en avait 281 qui étaient fermées au début.

Les deux directeurs de l'entreprise Chickfriend resteront encore en prison pour 30 jours. Ils ont été arrêtés le 10 août, dans l'investigation criminelle du scandale des œufs. Selon l'Office néerlandais de la sécurité des produits alimentaires et de consommation, Fipronil est un insecticide qui est interdit à l'utilisation pour des animaux destinés à la chaîne d'alimentation. L'organisation de revendication « Massaclaim » s'occupe de la crise Fipronil. Les aviculteurs qui veulent obtenir une compensation ou du soutien financier du gouvernement, peuvent adhérer à fipronil-compensatie.nl. (Source : Het Parool.nl. Photo: nu.nl)



## Le FMI classe les pays africains en fonction du poids du secteur informel

Selon un rapport publié par le Fonds monétaire international (FMI), le marché informel représente entre 20 et 65% du produit intérieur brut (PIB) des pays d'Afrique subsaharienne. Le document précise que dans cet espace géographique, l'économie informelle présente une très grande hétérogénéité. L'étude indique que le secteur informel recule en fonction de la hausse du niveau de revenu, ce qui semble traduire une capacité plus accrue d'une gouvernance efficace et des incitations avantageuses à réduire le phénomène.

En République Démocratique du Congo, le secteur informel compte pour 30 à 40% du PIB, en moyenne. Cela est favorisé par un système judiciaire inefficace, une bureaucratie excessive, le manque de transparence, et la difficulté d'accès au crédit qui poussent vers cette alternative, surtout quand les capacités de répression du gouvernement sont faibles. L'Afrique subsaharienne est l'une des régions où l'économie informelle pèse le plus. (Source : Agence Ecofin)

## FINCA reprend les épargnants d'I-Finance dans son réseau



La FINCA a signé un protocole d'accord avec I-Finance, avec l'aval de la Banque Centrale du Congo (BCC). Un avis public officiel a été publié par la FINCA, invitant tous les nouveaux clients-épargnants à se présenter auprès de ses Agences. Face à cette réalité, le Docteur Tshiani a récemment lancé un appel aux autorités congolaises et à la BCC afin de mettre sur pied un mécanisme explicite de protection des dépôts bancaires comme c'est le cas dans plusieurs pays en Afrique et dans le reste du monde.

Cette nécessité est impérieuse d'autant plus qu'en 2016, la BCC a placé sous tutelle administrative : la Mutuelle d'Epargne et Crédit du Congo (MECRECO), la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) et la Fibank. La répétition de faillites bancaires durant ces 20 dernières années devrait interpeller les autorités congolaises sur cette problématique. (Source : Zoom Eco. Photo: Finca.cd)

## Temps difficiles pour la RDC

Le contexte économique de la République Démocratique du Congo est critique. Alors que Kinshasa était en discussion avec le FMI pour obtenir le financement de nouveaux programmes, elle vient de rater le paiement de l'échéance de son Eurobond, de 363 millions de dollars. De son côté, la Banque Centrale du Congo (BCC), a suspendu tous les paiements jusqu'à nouvel ordre, sans justification.

Certains économistes soupçonnent que cette décision résulterait d'une part, d'une asphyxie financière et d'autre part, d'une certaine réserve face aux paiements en CDF qui auraient pour effet d'augmenter la masse monétaire sur le marché et ceux en USD, qui attirent les demandeurs en devise. Le carburant à la pompe se fait rare lui aussi, créant des files de plus d'une heure. A ce contexte difficile s'ajoutent les différentes grèves qui gangrinent le pays, où médecins et enseignants réclament un réajustement de leur salaires au taux actuel. (Source : diverses)

## 750 millions de dollars de recettes minières détournés en trois ans



Un rapport de Global Witness, intitulé "Distributeur Automatique du Régime", a révélé qu'entre 2013 et 2015, plus de 750 millions de dollars versés par des entreprises minières aux administrations fiscales et entreprises minières publiques du Congo ont échappé au trésor public. Cette somme représenterait, selon Global Witness, entre 30 et 40% des recettes minières perçues par le pays.

Le rapport de l'ONG s'appuie sur les données de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI), une norme internationale destinée à promouvoir la gestion transparente et responsable du pétrole, du gaz et des ressources minières. « Depuis des années, Global Witness et d'autres acteurs documentent les fuites de recettes du secteur minier congolais vers des sociétés-écrans offshore. Nous constatons désormais que même des recettes versées à des organismes d'État au Congo se volatilisent avant d'atteindre les comptes du Trésor public », explique Pete Jones, responsable de campagne de Global Witness. (Source : Jeune Afrique. Photo : RFI)

## 16 assureurs intéressés par un marché bientôt libéralisé

La RDC ouvre enfin son secteur des assurances. Après des années d'hésitation et de retard, le nouveau régulateur établit son calendrier pour accorder les licences aux opérateurs qui, eux, font la course pour avoir une part d'un gâteau estimé à un demi milliard de dollars par an. Le régulateur du secteur, auparavant protégé par un quasi-monopole étatique sous la houlette de son entreprise publique, SONAS, a planifié la libéralisation du marché et commence déjà à recevoir les demandes des opérateurs internationaux.

Selon Bloomberg, pas moins de 16 entreprises ont adressé des lettres d'intention à l'Autorité de régulation des assurances récemment créée, connue sous le nom d'ARCA. Eric Mboma, directeur général du nouvel organisme, a déclaré à la presse que l'institution qu'il dirige est maintenant prête et que « la concurrence va être un catalyseur de la croissance économique. (Source : La Tribune)

## La sous-alimentation infantile fait perdre plus d'un milliard d'USD par an à l'économie

La sous-alimentation infantile coûte jusqu'à 4,5% du produit intérieur brut (PIB) à la République démocratique du Congo (RDC). Les coûts sociaux et économiques de la malnutrition sont estimés à 1,637 milliards francs congolais, soit plus d'un milliard de dollars par an, selon le rapport intitulé "Etude sur le coût de la faim en Afrique", rédigé par le gouvernement de la RDC en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), la Commission de l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Selon le rapport, la RDC pourrait économiser jusqu'à environ 383 millions de dollars d'ici 2025 si le taux de prévalence d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale passait de 11% à 5%, et si le taux de retard de croissance tombait de 43% à 10%. (Source : Xinhua)

## Réinstauration de la TVA dans les mines



Après une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée sur les importations des exploitants miniers, pendant un an, la République démocratique du Congo (RDC) réinstaure la taxe pour renflouer ses caisses. Les opérateurs sont naturellement remontés et estiment que le moment n'est toujours pas bon pour passer à la caisse. Le gouvernement congolais avait accepté de suspendre la taxe en juillet 2016 pour soutenir les entreprises durant la baisse des cours des matières premières.

Kinshasa avait également restitué environ 700 millions de dollars en remboursements de TVA dus à ces opérateurs. Mais à présent, le gouvernement estime qu'il n'est plus en mesure d'accorder ce genre de privilèges. La RDC devrait atteindre une inflation de plus de 30% cette année qui impactera directement les ménages. Parallèlement, les réserves de change de la banque centrale ne pourraient couvrir qu'environ trois semaines d'importations ! (Source : Tribune Afrique. Photo : Congo Actuel)

## Le Congo devrait connaître sa seconde année consécutive de récession en 2017



La récession économique devrait se poursuivre alors que l'exécutif a annoncé qu'il prévoyait une contraction de 1,9% de son produit intérieur brut (PIB). Cette nouvelle perspective vient remplacer une prévision initiale tablant sur une croissance de 1%. Selon Reuters, cette contre-performance est liée à la faiblesse du niveau de production pétrolière du pays. L'arrivée à maturité des champs pétroliers serait à l'origine de cette production bien en deçà des attentes officielles.

Cependant, poursuivent les dirigeants, les perspectives portées par des nouveaux projets comme le champ Moho Nord de Total laissent espérer une embellie. En effet, ce champ devrait augmenter de 25% la production congolaise pour la porter à 350 000 barils par jour, faisant du pays le 3ème producteur africain d'or noir. D'après la Banque mondiale, la République du Congo serait le pays du monde le plus dépendant de ses ressources naturelles, avec une contribution de 60% des matières premières à son PIB. (Source : Agence Ecofin. Photo : Portail242.info)

## Les négociations avec le FMI démarrent en septembre



Le Congo Brazzaville s'apprête à entamer très prochainement des négociations avec le FMI. Ces discussions devraient lui permettre de décrocher un programme de soutien de l'institution financière pour remettre sur pied son économie, en grande difficulté. Ces pourparlers devraient donner lieu à un programme afin de sortir le Congo de la crise économique et financière qu'il traverse actuellement. L'économie congolaise subit depuis 2014 une crise économique et financière causée par la baisse des cours du pétrole en plus de la révélation de dettes cachées.

Cette conjoncture conjuguée à l'absence de diversification économique a fini de mettre à genou l'économie congolaise. La chute des cours du pétrole avait même failli pousser la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à dévaluer le franc CFA. Cette situation a poussé le Congo à négocier avec le FMI, la mise en place de plans de sortie de crise et de stratégies pour de nouvelles bases économiques. (Source : Journal de Brazza. Photo : La Tribune)

## Un nouveau gouvernement pour affronter les grands défis économiques



Le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou Nguesso, a procédé sur proposition du Premier ministre, à la nomination d'une nouvelle équipe gouvernementale qui aura la lourde tâche d'affronter la crise économique que traverse le pays. Ce nouveau gouvernement qui a gardé l'essentiel des ministres en postes en dépit de quelques réaménagements, est constitué de 35 membres contre 38 pour l'équipe sortante. Quatre nouveaux ministres ont fait leur entrée dans cette nouvelle équipe.

Une fois constitué, le nouveau gouvernement du Premier ministre Mouamba aura pour mission de mener à bien les différentes réformes exigées par la situation économique et financière difficile que connaît le Congo depuis environ trois ans, en raison de la chute des prix du baril du pétrole. Il devra, afin de relancer la machine économique nationale, accélérer la sortie de crise et mettre l'ensemble du pays en marche vers le développement. (Source : Xinhua. Photo : Jeune Afrique)

## 53 milliards pour la production de la noix de cajou

La société chinoise, CETS Industrie Sarl, va investir 53 milliards de FCFA dans la production de la noix de cajou à Loudima, département du Niari au sud du Congo. Le contrat de bail d'une durée de 60 ans pour l'exploitation de plus de 22 mille hectares pour la production de la noix de cajou a été signé, entre le ministre congolais de l'Agriculture, Henri Djombo, et Guo Li de la société chinoise CELTS Industrie Sarl.

Guo Li a déclaré que sa société « projette de faire du Congo, dans quelques années, un exportateur de noix de cajou, à travers le complexe agro-industriel de production et de transformation de fruit qu'elle va installer ». C'est dans l'optique « de produire et consommer congolais » que ce contrat de bail a été signé », a indiqué, pour sa part, le ministre Henri Djombo, assurant que le contrat prévoit « tous les mécanismes de sécurité et de protection de l'environnement. » (Source : APA)

## Déçu par le pétrole, le gouvernement joue la carte du tourisme



Alors que l'économie congolaise pourrait connaître une deuxième année successive de récession selon les prévisions de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le pays tente de multiplier les pistes de sortie. En première ligne, le tourisme. Brazzaville avait tenu ses premières assises touristiques qui s'étaient tenues en juillet dernier, avec, entre autres, la présence du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OIT), le Jordanien Taleb Rifai.

« Je veux [...] rendre crédible la destination Congo. J'y travaille chaque jour », déclarait la ministre du Tourisme du Congo, Arlette Soudan-Nonault. Objectif : démontrer le potentiel de la destination Congo et attirer des investisseurs nationaux et étrangers, pour une contribution de 10% dans le PIB d'ici 2021 contre 3% actuellement. Depuis l'année dernière également son département prépare la mise en place d'un guichet unique des systèmes du tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs. (Source : ADIAC. Photo : PetitFute.com)



# POST SCRIPTUM

## Lancement officiel de Global Compact en RDC

Le 7 septembre dernier, s'est tenu à Kinshasa, le lancement officiel d'un réseau de sociétés congolaises engagées à développer les stratégies de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE), le Global Compact Network RDC. La cérémonie de lancement a accueilli plus de 150 sociétés congolaises, des ONG et des représentants du gouvernement. Le Ministre près du 1<sup>er</sup> Ministre, le Représentant Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies, l'ambassadeur des Pays-Bas en RDC, le Vice-Président du réseau Global Compact New-York et la Directrice de Vlisco faisaient parties des speakers. Un appel a été lancé afin de rejoindre cette plateforme et d'influencer positivement le milieu des affaires congolais autour de 4 axes majeurs : les droits de l'homme ; les droits du travail ; l'environnement et la lutte contre la corruption. L'initiative Global Compact en RDC a été initiée par l'Ambas-



## INFORMATIONS PRATIQUES

### Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

#### Coordonnées

11, avenue Nzongotolo  
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : [kss@minbuza.nl](mailto:kss@minbuza.nl)

#### Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa  
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

#### Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

### Consulat de Brazzaville

#### Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou  
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

#### Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: [hamvanbaggum@yahoo.fr](mailto:hamvanbaggum@yahoo.fr)

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl)

#### Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl) si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.  
Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur [www.linkedin.com](http://www.linkedin.com)



**M. Robert Schuddeboom** (Ambassadeur)

**Mme Corina van der Laan** (Chef de mission adjoint)

**M. Francis Wilanga** (Sr Economic policy officer)

**Mme Sandy Makola** (Economic policy officer)